



**MINISTÈRE
DES ARMÉES
ET DES ANCIENS
COMBATTANTS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat général
pour l'administration**

SERVICE D'INFRASTRUCTURE DE LA DÉFENSE

SID NORD OUEST

MARCHÉ PUBLIC DE SERVICE

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES

N° Projet : 25-018

PERSONNE PUBLIQUE

ÉTAT - MINISTÈRE DES ARMÉES

SID Nord-Ouest

Quartier Margueritte – BP 14 – 35998 RENNES CEDEX 9

SID Nord-Ouest

Unité de Soutien de l'Infrastructure de la Défense de Cherbourg

BCRM CHERBOURG

CC04

50115 CHERBOURG-EN-COTENTIN CEDEX

OBJET DU MARCHÉ

Base de Défense de Cherbourg - Département 50 et 14

Marché de maintenance des portes, portails et barrières automatiques

SOMMAIRE

Article 1. OBJET DU MARCHÉ - GENERALITES	3
1.1. Objet du C.C.T.P.	3
1.2. Inventaire et implantation des installations concernées	3
1.3. Indications générales	3
1.3.1. Délimitation des prestations	3
Article 2. MAINTENANCE PREVENTIVE ET MAINTENANCE CORRECTIVE	4
2.1. Définition	4
2.2. Définition des prestations de maintenance préventive	4
2.2.1. Opérations d'entretien	4
2.2.2. Pièces de rechange	5
2.2.3. Planification des visites de maintenance	5
2.2.4. Compte-rendu de visite préventive	6
2.2.5. Mise en place des carnets de maintenance	6
2.2.6. Autres prestations réputées comprises dans la maintenance préventive	6
2.3. Définition des prestations de maintenance corrective	7
2.3.1. Interventions en HO	7
2.3.2. Réparations	7
2.3.3. Délai d'intervention et de remise en service	7
2.3.4. Astreinte et/ou interventions HNO pour maintenance corrective	8
2.3.5. Compte-rendu de maintenance corrective	8
2.4. Prise en charge des prestations, travaux et main d'œuvre	8
Article 3. DISPOSITIONS COMPLEMENTAIRES	9
3.1. Prise en charge des installations	9
3.2. Etat des lieux de début de marché	9
3.3. Etat des lieux de fin de marché	9
3.4. Conditions d'accès - Relations avec les différents intervenants - Interventions sur sites	10
3.5. Suivi des prestations	10
3.6. Visites et plans de prévention	10
3.7. Environnement	11
3.8. Travaux en hauteur	11
3.9. Élimination des déchets	11
3.10. Amiante et plomb	12
3.11. Emploi de SPD (Substances et Préparations Dangereuses)	12
3.12. Travaux à feux nus	12
3.13. Conformité des prestations	12
3.14. Fourniture ou remplacement d'équipements	13
3.15. Garanties	13

Annexes

Annexe 1 Liste des équipements

Article 1. OBJET DU MARCHE - GENERALITES

1.1. Objet du C.C.T.P.

Le présent C.C.T.P. a pour objet de définir les prestations relatives au maintien en condition opérationnelle, c'est-à-dire la maintenance préventive, la maintenance corrective ainsi que la mise aux normes, des installations et des équipements suivants de la base de défense de Cherbourg :

- Des portes et portails automatiques ou semi-automatiques,
- Et tout autre équipement de contrôle d'accès (barrières levantes, tourniquets, bornes escamotables, dispositif anti-bélier escamotable, etc.).

Les prestations comprennent également :

- La mise en conformité des installations,
- La mise en place de carnets de maintenance.

La base de défense comprend entre autres le port militaire de Cherbourg, les écoles de Querqueville, les sémaphores des départements du Calvados et de la Manche, le quartier Lorge à Caen, et d'autres sites éloignés tels que les locaux du DMD à St Lô, le site de Maupertus, le site de Bretteville sur Odon, etc.

1.2. Inventaire et implantation des installations concernées

Les équipements et leurs emplacements sont listés en Annexe 1 du présent CCTP.

1.3. Indications générales

Tout ce qui n'est pas précisé au présent cahier des clauses techniques particulières est soumis aux prescriptions des documents suivants :

- La norme européenne EN 13241-1, relative aux portes industrielles, commerciales et de garage, de mai 2004 modifié en juin 2011 ;
- La norme NF 60335 – 2 – 103 de juillet 2004 relative aux appareils électrodomestiques et analogues – sécurité – règles particulières pour les motorisations de portails, portes et fenêtres.
- La norme NF EN 12453 (mai 2011) : portes équipant les locaux industriels, commerciaux et de garage – sécurité à l'utilisation des portes motorisées ;
- La norme NF EN 12978 : portes et portails équipant les locaux industriels et commerciaux et les garages – dispositifs de sécurité pour portes motorisées ;
- Arrêté du 21 décembre 1993 relatifs aux portes et portails automatiques sur les lieux de travail ;
- Circulaire du 14 avril 1995 relative aux lieux de travail ;
- Décret du 5 juillet 1990 relatif aux portes automatiques de garages ;

1.3.1. Délimitation des prestations

Les prestations de maintenance débutent de l'alimentation électrique des équipements dans les TGBT jusqu'au(x) point(s) d'utilisation(s) inclus. Elles comprennent également les « équipements annexes » et tout autre équipement permettant aux installations de fonctionner.

Article 2. MAINTENANCE PREVENTIVE ET MAINTENANCE CORRECTIVE

2.1. Définition

Les prestations de maintenance devant être réalisées sur les équipements sont définies par les niveaux 1 à 4 de la norme NF X 60-000 de 16/04/2016. Les actions de maintenance seront définies par les bons de commande qui seront notifiés.

Le titulaire assure également, au titre de la maintenance préventive, le bon état de propreté et de l'aspect (retouches de peinture, dépoussiérage, ...) des biens dont il a la charge.

2.2. Définition des prestations de maintenance préventive

2.2.1. Opérations d'entretien

Les gammes de maintenance des appareils font l'objet de documents types préconisés par les fabricants pour effectuer les essais, les réglages et les tests de tous les éléments.

Il appartiendra au titulaire d'adapter ces gammes générales aux particularités des équipements maintenus.

Pour les appareils possédant un système d'indication d'opérations de maintenance à effectuer (avec ou sans compteur), le titulaire aura à sa charge le respect de la périodicité de ces opérations et la mise à jour de ces systèmes d'indications. L'entreprise ne pourra demander de prix supplémentaire pour ces prestations préventives.

La maintenance préventive des « équipements annexes » est incluse dans la maintenance préventive des équipements auxquels ils sont attachés.

Les opérations d'entretien, qui auront lieu semestriellement, devront inclure au minimum :

- Le nettoyage, le graissage (si nécessaire) et le réglage des organes mécaniques, électriques et électroniques nécessaires au bon fonctionnement dans des conditions normales de sécurité,
- Le contrôle de l'état de l'efficacité des éléments liés au bon fonctionnement et à la sécurité,
- Le contrôle du serrage des vis,
- Le contrôle du bon alignement des vantaux, la position des butées d'arrêt et le bon positionnement des systèmes de verrouillage,
- La réparation ou le remplacement des pièces constituant les systèmes de sécurité hors d'usage ou usées par le fonctionnement normal de la porte (barres pulpeuses, cellules photoélectriques, limiteurs de couple mécaniques ou électromécaniques, câbles, organes de commande et télécommande pour la partie récepteur...),
- La réparation ou le remplacement des petites pièces hors d'usage ou usées par le fonctionnement normal de la porte (galets, axes, goupilles, signalisation, organes de l'armoire de manœuvre...),
- Le contrôle des batteries,
- Le remplacement des piles des boîtiers de commandes mobiles,
- La vérification de la conformité des forces que la porte développe, par rapport aux exigences requises par les normes en vigueur,
- Le contrôle de bon fonctionnement des détections et signaux lumineux, ainsi que leur réparation si nécessaire,
- La propreté de l'ensemble de l'équipement,
- Le contrôle de bon fonctionnement.

Les éléments à entretenir incluent notamment :

- Les éléments de guidage (rails, galets, goupilles...),

- Les fixations,
- Les éléments de transmission du mouvement,
- Les réducteurs motorisés,
- Les câbles et courroies,
- Les fins de courses,
- Les organes de commande,
- Les organes de sécurité des personnes,
- Le limiteur d'effort,
- L'armoire de commande,
- Le système d'équilibrage,
- Le débrayage manuel,
- La signalisation.

2.2.2. Pièces de rechange

Le titulaire devra le suivi et l'optimisation des consommations de pièces de rechange en fonction de la criticité des équipements.

Les pièces de rechange peuvent provenir du fabricant d'origine comme d'un autre fabricant.

Le titulaire assure la garantie des pièces de rechange qu'il fournit.

La durée minimale de cette garantie est fixée à un an, à compter de la date de l'intervention correspondante.

L'approvisionnement des pièces de rechange devra être assuré selon les modalités suivantes :

- Le titulaire sera tenu de fournir du matériel neuf (sauf accord entre les parties) et de première main.
- Lorsque, pour un matériel déterminé, la réglementation prévoit un marquage de conformité aux normes européennes CE ou nationales NF, il ne doit être utilisé que du matériel revêtu de cette marque.
- Dans le cas contraire, la qualité du matériel doit être garantie par la présentation du procès-verbal de conformité aux normes délivré par un organisme habilité à cet effet si le matériel est déjà homologué, ou par des certificats accréditant des tests effectués par le fabricant.
- S'il n'existe aucune norme concernant le matériel utilisé, celui-ci doit présenter toutes les qualités de solidité et de bon fonctionnement désirables. Il doit notamment répondre aux réglementations ou spécifications techniques générales ou fondamentales concernant l'usage auquel il est destiné.
- En cas d'arrêt de fabrication ou de non-conformité aux normes en vigueur, le titulaire remettra à l'USID Cherbourg une attestation indiquant les motifs et produits de remplacement.
- Tous les matériels remplacés sont tenus à la disposition de l'USID Cherbourg qui se réserve le droit d'en demander l'expertise. Les pièces et matériels ne peuvent être détruits qu'après accord de l'USID Cherbourg.

2.2.3. Planification des visites de maintenance

Au plus tard un mois avant le début de la campagne de maintenance préventive, le titulaire soumettra pour approbation à l'USID Cherbourg un planning prévisionnel pour l'ensemble des appareils en tenant compte des dernières dates d'intervention.

Ce planning sera remis à jour annuellement.

Certaines visites pourront être décalées ou exceptionnellement interrompues à la demande de l'USID Cherbourg en fonction des impératifs fonctionnels ou des risques d'interférence avec d'autres opérations.

2.2.4. Compte-rendu de visite préventive

Dans les 48 heures suivant la réalisation d'une maintenance préventive, le titulaire fournira à l'USID Cherbourg un compte-rendu de maintenance préventive selon le modèle convenu au lancement du marché.

Ce document, rédigé au cours de la visite, décrit les opérations réalisées et les constatations ou observations du titulaire.

Si des anomalies présentent un risque pour la sécurité ou la continuité de fonctionnement de l'installation, le titulaire en informe immédiatement le représentant de la personne publique ainsi que le responsable de l'installation.

Sur ce compte-rendu de visite préventive, seront consignés :

- Tous les contrôles et mesures effectués ;
- Toutes les mises à niveau techniques avec leur justification ;
- La liste de toutes les pièces changées avec les caractéristiques techniques et références constructeur de celles mises en place dont, si elles sont connues, les dates de fabrication et de péremption ;
- Les avis techniques pouvant être donnés suite à l'analyse des résultats des travaux et essais réalisés.

D'autre part, ce compte-rendu apporte également toutes suggestions pour le fonctionnement optimal des appareils.

Toute anomalie portant sur les risques de détérioration dus à l'environnement (température, aération, climatisation, humidité, ambiance corrosive, degré de pollution du ou des appareils, etc.) sera exposée au représentant de la personne publique par le biais de rapports expliquant les causes, conséquences et remèdes envisageables.

Ces rapports pourront être complétés par un dossier photo.

2.2.5. Mise en place des carnets de maintenance

À chaque bien sera attaché un carnet de maintenance ou à défaut un recueil des fiches d'intervention. Ces carnets seront situés au plus près des équipements (dans une pochette sur l'équipement ou dans le local) ou à défaut chez les utilisateurs. Un double sera fourni à l'USID. Ces carnets regrouperont les informations des maintenances préventive et corrective via la fourniture de l'ensemble des comptes rendus ainsi que toute autre opération d'inspection, de remplacement ou de modification effectuée sur l'appareil.

2.2.6. Autres prestations réputées comprises dans la maintenance préventive

Au titre de la maintenance préventive, les prestations d'assistance à la personne publique sont réputées comprises et à la charge du titulaire.

Ces prestations comprennent, notamment :

- Le marquage des appareils selon la numération de l'USID,
- Le conseil pour l'amélioration de la disponibilité des installations,
- L'assistance à la veille réglementaire et normative,
- La réalisation d'études simples pour le dimensionnement d'équipement de rechange, etc.,
- L'assistance technique pour la gestion globale du parc d'équipements et son optimisation (étude comparative entre la poursuite d'exploitation et de maintenance d'un équipement et l'acquisition d'un équipement neuf, par exemple), etc.,

- La participation aux réunions de « revue de contrat », la rédaction et la diffusion des comptes rendus inhérents,
- La mise à disposition d'un technicien pour l'accompagnement et l'assistance des agents de l'organisme mandaté pour ces contrôles réglementaires.

Toutes ces prestations peuvent être assurées à l'initiative de l'Unité de Soutien de l'Infrastructure de la Défense de Cherbourg ou du titulaire lui-même. Elles ne font pas l'objet d'une commande spécifique.

2.3. Définition des prestations de maintenance corrective

La maintenance corrective correspond à l'ensemble des actions réalisées après la défaillance d'un bien ou la dégradation de sa fonction, pour lui permettre de retrouver sa pleine disponibilité et d'accomplir à nouveau sa fonction.

2.3.1. Interventions en HO

Le titulaire met à la disposition de l'USID Cherbourg une permanence téléphonique (numéro gratuit), permettant de joindre des intervenants qui devront prendre toutes les dispositions pour assurer la maintenance corrective.

Les demandes d'intervention pour maintenance corrective, à la suite de défaillance constatée, sont adressées par le représentant de la personne responsable du marché au titulaire sous forme d'un message électronique. La date et l'heure de réception du message électronique détermineront le « temps zéro ».

Dès la réception de la demande d'intervention, le titulaire prend toutes dispositions pour intervenir sur site dans les délais fixés au § 2.3.3, afin de mettre en sécurité les installations, d'effectuer les premières constatations. Il s'efforce d'assurer, au titre de cette intervention, la correction du dysfonctionnement et la remise en fonctionnement normal de l'équipement.

Les heures ouvrables sont comptées, hors jours fériés, du lundi au vendredi entre 8h00 et 18h00.

2.3.2. Réparations

Si le dysfonctionnement signalé nécessite une réparation, le titulaire met en place les moyens nécessaires pour assurer cette réparation de l'équipement ou la remise en service de l'installation.

Le titulaire fournit au représentant de la personne publique une explication détaillée des solutions de réparation qu'il a déjà mises en place ou qu'il compte mettre en place dans le compte-rendu d'intervention explicité ci-après.

2.3.3. Délai d'intervention et de remise en service

Les délais d'intervention sont de 4 heures (HO/HNO) et celui de remise en service de l'installation est de 10 jours calendaires.

Les délais commencent à partir de la réception du mail de réclamation ou de l'appel téléphonique du cadre d'astreinte de l'USID. À cet effet, le titulaire du marché fournira un numéro de téléphone, une adresse mail fonctionnelle ou plusieurs adresses mails nominatives où l'entreprise sera systématiquement joignable.

L'entreprise devra la remise en service de l'installation soit par :

- Un dépannage,
- Le remplacement d'une pièce dont l'entreprise aura un stock,
- Le remplacement temporaire de l'équipement dégradé par un équipement de même capacité.

2.3.4. Astreinte et/ou interventions HNO pour maintenance corrective

Le titulaire met à la disposition de l'USID de Cherbourg une permanence téléphonique en heures non ouvrables, permettant de joindre des intervenants qui devront prendre toutes les dispositions pour assurer la maintenance corrective.

Les demandes d'intervention pour maintenance corrective, à la suite de défaillances constatées, sont adressées par le représentant de l'USID de Cherbourg au titulaire via un appel téléphonique. La date et l'heure de réception de l'appel détermineront le « temps zéro ».

Dès la réception de la demande d'intervention, le titulaire prend toutes dispositions pour intervenir sur site **dans le délai mentionné au § 2.3.3 ci-avant** afin de mettre en sécurité les installations et d'effectuer les premières constatations. Il met en œuvre tous les moyens raisonnablement possibles afin d'assurer, dans le cadre de cette intervention, la correction du dysfonctionnement et la remise en fonctionnement normal de l'équipement.

2.3.5. Compte-rendu de maintenance corrective

Ce CR devant être rédigé sur place et regrouper les premières constatations et actions réalisées. Il sera envoyé à l'USID Cherbourg dans les 48 heures suivant l'intervention.

Il comprendra notamment les indications suivantes :

- Le nom et la qualité du représentant de la personne responsable contactée ;
- Le nom et la qualité de l'intervenant ;
- L'heure d'intervention ;
- Le site d'intervention ;
- L'heure de remise en service, le cas échéant ;
- Le bien dépanné ;
- Les anomalies constatées, l'analyse des causes de celles-ci ainsi que les travaux et essais effectués ;
- Le cas échéant, la proposition d'opération de dépannage et le devis potentiellement associé ;
- Le cas échéant, les opérations ou prestations restant à réaliser pour la réparation ;
- Le cas échéant, le délai prévisible d'indisponibilité ou de fonctionnement dégradé ;
- Le cas échéant, la date prévisionnelle de livraison des pièces de rechange commandées ;
- Le cas échéant, le planning prévisionnel d'intervention et de redémarrage de l'installation.

2.4. Prise en charge des prestations, travaux et main d'œuvre

Maintenance préventive

La maintenance préventive fait l'objet de prix unitaires détaillés dans le BPU, et fera l'objet de bons de commande. Les prix unitaires incluent la main d'œuvre, les déplacements, les matériels, outillages et appareils de mesures nécessaires (y compris matériels informatiques, locations, etc.), le levage, les prestations éventuellement sous-traitées (manipulations, mesures, contrôles, etc.), les consommables divers (graisses, huiles, quincailleries, visseries, jetables, etc.) et, plus généralement toutes les fournitures et pose courantes : matériaux, matériels et pièces d'un coût unitaire en fourniture inférieur ou égal à 150 € HT nécessaires à cette maintenance préventive, les frais de secrétariat, les frais de structure, les frais d'encadrement, toutes les sujétions relatives à l'obtention des accès, etc.

Maintenance corrective

Chaque prestation de maintenance corrective fera l'objet d'un bon de commande. Néanmoins, un bon de commande pourra grouper plusieurs interventions correctives. Ce bon de commande sera décomposé comme suit :

- Forfait déplacement,
- Main d'œuvre,
- Pièces de rechange d'un coût unitaire supérieur à un seuil de 150 € H.T. Les pièces de rechange d'un coût unitaire inférieur ou égal à ce seuil sont à la charge du titulaire et inclus dans les coûts horaires ou forfaits déplacement.

Les prix des forfaits déplacement et le tarif horaire de la main d'œuvre sont fixés dans le BPU. Certains remplacements sont répertoriés au BPU. Ils comportent la fourniture et la pose et s'entendent donc main d'œuvre comprise.

Article 3. DISPOSITIONS COMPLEMENTAIRES

3.1. Prise en charge des installations

Les portes automatiques sont prises en charge par le titulaire dès la notification du marché. L'entreprise est réputée avoir pris connaissance de l'ensemble des documents du marché et s'être rendue sur les divers lieux à entretenir. Elle est donc censée avoir émis toutes les réserves lors de la remise de son offre. Elle se doit donc de prendre en charge les installations telles qu'elles sont et se déclare être parfaitement informée de la constitution des bâtiments et de la consistance des installations dont elle doit assurer l'entretien. Elle ne pourra donc, sous aucun prétexte, pour oubli ou autres raisons, réclamer un supplément financier ou de quelque sorte qu'il soit.

3.2. Etat des lieux de début de marché

En cas de contestation sur l'état des équipements et ceci dans un délai maximum de 3 mois après la notification du marché, seules les réserves émises lors de ces visites et notifiées dans un rapport remis à l'USID Cherbourg seront prise en compte.

Une mise à jour de la fiche caractéristique des équipements devra être complétée lors de la première visite de maintenance préventive et retournée à l'USID Cherbourg au plus tard 1 mois après la réalisation de la visite. La liste des portes et portails en Annexe 1 sera transmise à la notification sous format Excel, qui sera l'unique support de renseignement.

Par ailleurs, dans le cas où le présent marché serait consécutif à l'entretien d'installations neuves ou renouvelées, le titulaire est tenu d'assister à la réception des travaux et de notifier ses observations ou réserves éventuelles à l'USID Cherbourg par écrit.

3.3. Etat des lieux de fin de marché

En fin de marché les installations devront être rendues par le titulaire en parfait état de fonctionnement, d'entretien et de propreté.

3.4. Conditions d'accès - Relations avec les différents intervenants - Interventions sur sites

Avant le début de chaque intervention, l'opérateur devra, systématiquement, se présenter au responsable de l'exploitation du matériel.

Afin de ne pas créer de gêne dans certains services, certaines interventions ou prestations pourront être, exceptionnellement, effectuées pendant les périodes non œuvrées.

Ni l'USID Cherbourg ni l'établissement où doivent s'effectuer les prestations ne fourniront de concours au titulaire pour les travaux de montage, de manutentions ou lors des essais.

Pendant toute la durée des travaux, les activités des sites soutenus sont maintenues. Par conséquent, le titulaire doit prendre toutes les dispositions et moyens nécessaires afin de maintenir l'alimentation électrique de tous les bâtiments et équipements.

Toutes les coupures électriques nécessaires au titulaire, dans le cadre de ses prestations, sont soumises, avec un préavis de 72 heures, à l'accord de l'USID Cherbourg ainsi que de l'établissement.

3.5. Suivi des prestations

Au titre de la gestion du contrat, une réunion de « revue de contrat » ayant pour objectif de faciliter son exécution et d'anticiper les actions, aura lieu tous les 6 mois entre le titulaire et le représentant de l'USID pour :

- Faire le point sur les événements passés (bilan des pannes),
- Valider les opérations de maintenance préventive,
- Analyser les résultats en rapport avec les objectifs visés,
- Analyser les responsabilités permettant de formaliser ces objectifs,
- Faire l'analyse des écarts et les actions à mener,
- Détecter les organisations à améliorer,
- Prendre en compte les évolutions du contrat,
- Réaliser l'analyse financière du contrat.

D'autres réunions peuvent être proposées à l'initiative de l'une ou l'autre des parties.

Les réunions font l'objet d'un compte rendu rédigé par le chargé d'affaires de l'Unité de Soutien d'Infrastructure de la Défense en charge du suivi des travaux de maintenance.

3.6. Visites et plans de prévention

Le titulaire est réputé avoir apprécié l'état du parc, la disparité géographique des implantations, toutes les difficultés pouvant surgir lors de l'exécution des prestations, des formalités et des difficultés d'accès aux sites, etc.

Le titulaire établit les mesures de prévention correspondant à la prise en compte des risques liés à ses prestations et interventions.

Une visite des lieux aura lieu avant intervention en présence du représentant de la personne publique et d'un responsable de l'organisme utilisateur. Elle aura pour objet de traiter les risques particuliers liés aux travaux en hauteur, aux interventions sur ou près des installations électriques et aux manutentions. Les prescriptions particulières de sécurité qui s'imposent seront alors arrêtées.

Les points suivants sont notamment abordés :

- Transmission des consignes de sécurité,
- Sécurité des personnels vis à vis de l'amiante,
- Fourniture des listes de personnel possédant les aptitudes et les habilitations nécessaires pour mener à bien ces travaux,

- Présentation des registres de contrôles réglementaires des matériels mis en œuvre sur le chantier.

Elle se conclut par la rédaction d'un plan de prévention.

Aucune prestation ne doit être entreprise avant que la visite n'ait été réalisée et que le plan de prévention n'ait été visé et diffusé.

3.7. Environnement

Le titulaire doit sensibiliser et former ses personnels pour mener des interventions respectueuses des enjeux environnementaux du marché.

3.8. Travaux en hauteur

Les travaux sur corde sont, le cas échéant, soumis à l'accord préalable du représentant de la personne publique. Le titulaire doit alors démontrer que cette solution est la plus économique en termes de risques.

3.9. Élimination des déchets

Les déchets industriels, et en particulier les déchets générateurs de nuisances, issus de la maintenance préventive ou corrective, ainsi que des travaux d'amélioration devront être évacués et éliminés vers une installation de traitement agréée.

Le titulaire devra respecter la réglementation en vigueur et éliminera les déchets conformément aux dispositions du SID Nord-Ouest et sa note N°505656/SID/ESID-RNS/BPMRE du 30 septembre 2022 concernant le suivi dématérialisé des déchets via la plateforme « Trackdéchets ».

Afin d'assurer la traçabilité réglementaire des déchets issus du présent marché, la dématérialisation des bordereaux de suivi des déchets issus du présent marché, qu'ils soient dangereux, polluants organiques persistants ou non dangereux, est assurée via l'utilisation de l'outil numérique gratuit « Trackdéchets » (<https://trackdechets.beta.gouv.fr/>), développé par le Ministère de la Transition Ecologique.

Le Titulaire s'assure de la création des bordereaux de suivi par le transporteur dans l'outil numérique précité.

Les entreprises de transport, collecte et traitement des déchets non dangereux, intervenant au profit du Titulaire, sont obligatoirement inscrites sur Trackdéchets.

Le Titulaire fournit à son transporteur tous les éléments nécessaires à la création du BSD, afin que ce dernier puisse générer ce document pour le compte de l'Acheteur.

Les informations relatives à l'Acheteur (=producteur) sont les suivantes :

SIRET : 13000190200068

SID NORD-UEST

Quartier Marguerite -BP14

35998 RENNES Cedex9

(adresse mail fonctionnelle que doit utiliser le transporteur)

Les informations relatives au chantier sont les suivantes et les BSDs et BSDA sont nommés selon le modèle suivant :

« USID CBG-Site-Bat-n°G2D »

ET

« USID CBG – N° marché ou COSI »

Le Titulaire fait sien de fournir à son transporteur les informations relatives aux déchets (codes, quantités estimées, n° de certificat d'acceptation préalable, etc.).

Le Titulaire s'assure que son transporteur génère le BSD à minima cinq (5) jours avant l'enlèvement des déchets. Dès création du document, le Titulaire en informe par courriel l'Acheteur (=producteur).

En cas d'impossibilité de création d'un BSD deux (2) jours avant l'enlèvement prévu, le Titulaire s'assure que son transporteur dispose d'un outil informatique (tablette, smartphone) permettant la signature in situ.

En cas de transfert transfrontaliers de déchets, le titulaire communique au chargé d'affaires et au chargé d'environnement de l'USID le formulaire CERFA n°1433 ainsi que le contrat établi entre lui qui organise le transfert et le destinataire

3.10. Amiante et plomb

Au vu des différents contrôles effectués, les équipements ne renferment pas d'éléments amiantés. En cas de découverte d'élément susceptible de contenir de l'amiante, le titulaire en avisera sans délai le représentant de l'USID. Le cas échéant, les analyses, l'évacuation si elle était requise et l'élimination de ces déchets seront à la charge de la personne publique.

3.11. Emploi de SPD (Substances et Préparations Dangereuses)

Les substances et préparations dangereuses sont approvisionnées, mises en œuvre stockées et/ou éliminées dans le respect des prescriptions réglementaires qui s'appliquent.

Le titulaire prend notamment en compte les risques liés à la dispersion de SPD en altitude lors des travaux de nettoyage, décapage ou peinture et les risques liés à un épandage accidentel de ces substances (dispositifs de rétention adaptés).

Selon le code du travail (art.R4411-73), le titulaire du marché adressera aux utilisateurs **les fiches de données de sécurité** ainsi que les restrictions applicables aux produits vendus. Elle doit comporter 16 rubriques et rédigée en français.

En application des articles R. 541-43 et suivants du Code de l'environnement et de l'annexe III de la directive 2008/98/CE des déchets dangereux et de l'annexe IV du règlement (UE) 2019/1021 pour les déchets POP, le titulaire informera l'administration (ESID de Rennes) dans le cas de déchets dangereux et/ou POP et devra se conformer aux dispositions de l'article 3.8 supra.

3.12. Travaux à feux nus

Pour les travaux à feux nus ou générant des étincelles, le titulaire devra :

- Rédiger quotidiennement un permis de feu,
- Mettre en place les dispositions citées au permis de feu,
- S'assurer que les étincelles créées ne sortent pas de l'emprise du chantier.

3.13. Conformité des prestations

L'USID Cherbourg se réserve la possibilité de faire vérifier la conformité des prestations du titulaire par rapport aux dispositions et stipulations du marché par un organisme de contrôle indépendant.

Le montant de cette vérification est à la charge de l'administration lorsqu'aucun écart n'est constaté.

En cas d'écart avéré, le titulaire prend à sa charge le coût de la vérification ainsi que celui de la remise en conformité.

3.14. Fourniture ou remplacement d'équipements

Pendant la durée du présent marché, il pourra être demandé au titulaire de remplacer un équipement ancien par un neuf ou de fournir un équipement neuf.

Ces prestations font l'objet de prix unitaires détaillés dans le BPU, et feront l'objet de bons de commandes. Les prix forfaitaires correspondent au démontage et à l'évacuation des anciens équipements, ainsi qu'à la fourniture, à la pose et au raccordement des équipements neufs.

Tout matériel neuf sera livré avec sa documentation technique et ses certificats de conformités.

Tout équipement déposé sera ensuite évacué dans une décharge autorisée située hors du port militaire de Cherbourg. Les éléments ainsi éliminés feront l'objet de procès-verbaux de mise en benne.

3.15. Garanties

Pendant toute la durée de la garantie telle que définie dans le C.C.A.P., la maintenance préventive et corrective, sans limitation ou seuil, des équipements (ou pièces) qu'il a installés, est à la charge du titulaire.